

LE HAUT COMMANDEMENT MILITAIRE CHINOIS

La **Commission militaire centrale (CMC)**, organe stratégique suprême, est la plus haute autorité militaire chinoise. Elle est composée des plus hautes autorités et donne ses directives et ses ordres à quatre organismes subordonnés : les trois départements généraux et la Commission scientifique, technique et industrielle de la défense nationale (COSTIND).

Le **département général politique** dirige tout l'appareil du Parti dans les structures militaires.

L'**état-major général de l'ALP (EMG)** commande aux trois armées et à la Police armée populaire (PAP).

Le **département général logistique** dirige les services (militaires) de l'ALP et, depuis peu, ses activités industrielles et commerciales.

46

Au-dessous de ces **trois départements généraux** se trouvent essentiellement les **sept régions militaires de première catégorie**, les **bases aériennes** et les **vingt-quatre « armées de groupe »** (corps d'armée interarmes regroupant le plus souvent 3 divisions d'infanterie, 1 division blindée, 1 division d'artillerie, etc., environ 50 000 hommes). La marine est répartie en **trois flottes** (mer de Chine du Nord, mer de Chine de l'Est et mer de Chine du Sud).

La **COSTIND**, ministère de coordination de l'industrie de défense, reçoit ses directives de la CMC et du Conseil des affaires d'État (gouvernement). Elle est aussi responsable de la recherche scientifique et technique de défense et des sites d'essai des armes stratégiques et spatiales. Elle a des branches régionales.

Dans l'organisation chinoise, le **ministère de la Défense** a des responsabilités plus limitées (essentiellement exprimer les besoins de la défense au sein du gouvernement).

HENRI EYRAUD

L'ARMÉE CHINOISE
AU CŒUR DU SYSTÈME

UN FORUM DES ANCIENS de la Longue Marche a marqué, à Pékin en octobre dernier, le soixantième anniversaire de cet exploit historique. Le président Jiang Zemin y saisit l'occasion d'adresser aux chefs militaires et aux anciens encore influents un discours à thème unique. La victoire de la Longue Marche, leur dit-il, « démontre entièrement que l'autorité absolue du Parti sur l'armée est le principe fondamental... le noyau et l'âme de nos meilleures traditions militaires... Les camarades de toute l'armée doivent garder en tête ce principe fondamental, sans la moindre hésitation, à aucun moment ni en aucune circonstance... Les unités doivent obéir résolument aux ordres du Comité central et de la Commission militaire centrale¹ »...

Pour sa part, l'amiral Liu Huaqing – 80 ans et la plus haute autorité militaire en fonction – souligna quatre points : « Une riche expérience a été accumulée pendant la Longue Marche. Premièrement nous avons appris que nous devons soutenir, et établir, le *leadership* correct du Parti communiste chinois avec le camarade Mao Zedong comme représentant. C'était le fondement de la victoire de la Longue Marche. Deuxièmement, que nous devons appliquer une stratégie et une tactique souples à la lumière des conditions réelles. Troisièmement, que nous devons prendre en compte l'ensemble de la situation et rechercher l'unité. Quatrièmement, que nous devons faire preuve d'un esprit d'héroïsme révolutionnaire indomptable... »

47

Il arrive ainsi que les discours officiels laissent percer quelques différences significatives : obsession du président chinois d'imposer son autorité aux structures militaires ; avantage de l'âge et de l'expérience vécue chez l'amiral Liu, qui donnait l'impression de garder son autonomie tout en travaillant à la confirmation au sommet de Jiang Zemin.

La première caractéristique du système armée/Parti qui gouverne la Chine est en effet cette dualité : la grande intégration et même l'interpénétration de l'armée et du Parti et, en même temps, la place privilégiée des structures militaires allant jusqu'à une certaine autonomie du haut commandement dans le domaine de la défense.

Comment mesurer le poids des structures militaires dans le système politique et économique chinois ? Il faut certainement garder en tête ces liens étroits avec le Parti communiste. L'Armée de libération populaire (ALP) chinoise est en premier lieu une force de combat, qui a pour mission de préparer la défense et de contribuer à la puissance du pays. En même temps, le complexe militaro-industriel (CMI) – indus-

trie de défense et armée – joue aujourd’hui un rôle extraordinaire dans l’économie chinoise. A l’intérieur des frontières, l’armée a également une fonction de maintien de l’ordre, même si dans ce domaine la primauté va à la Police armée populaire (PAP). Ces différents aspects permettent de comprendre l’influence des chefs militaires sur les choix stratégiques majeurs et la politique de sécurité de la Chine et, finalement, le poids de l’institution militaire dans la phase actuelle de succession de Deng Xiaoping.

ARMÉE ET PARTI

48

Suite de l’histoire, souvent tragique, du XIX^e siècle ou tradition léniniste ? La force armée est en Chine, depuis cent cinquante ans, le pilier central des régimes politiques « stables » : l’armée hunanaise de Zeng Guofan à l’époque des Taiping, l’armée Kuomintang de Whampoa dans les années vingt, l’armée communiste réformée à Yan’an dans la guerre antijaponaise en témoignent.

L’Armée de libération actuelle (armée de l’air, armée de terre et marine), qui compte encore près de trois millions d’hommes, la Police armée populaire (environ un million d’hommes) et l’industrie de défense (plusieurs dizaines de milliers d’entreprises et plusieurs millions d’employés) sont des structures lourdes, on en conviendra, même pour un pays de un milliard deux cents millions d’habitants. Le Parti est présent partout dans ces organisations militaires, souvent avec une double hiérarchie de cellules et sections et de commissaires politiques. Plus encore, le système des réserves et celui des milices sont décentralisés et placés sous le contrôle des autorités locales et provinciales du Parti.

Inversement, l’armée a des représentants dans tous les organes du PC chinois, et à tous les niveaux. Un quart environ des membres du Comité central du Parti sont des cadres militaires. Tout à fait au sommet, les généraux prédominent dans la Commission militaire centrale (CMC) présidée par Jiang Zemin. L’amiral Liu Huaqing est membre du Comité permanent du Bureau politique (CP-BP), la plus haute instance du Parti et du régime.

En outre, le Parti communiste n’a jamais hésité, dans les moments difficiles, à confier la barre du navire à l’Armée de libération : ce fut le cas au cours des premières années (1948-1955) dans de nombreuses provinces puis dans tout le pays, lorsque la Révolution culturelle commença à échapper au contrôle du groupe dirigeant organisé autour de Mao (1967-1971). On sait également qu’en juin 1989 l’ALP, mal prépa-

LES FORCES MILITAIRES CHINOISES

L'effectif total de l'ALP était de 2 930 000 hommes en 1996. Ce chiffre sera probablement réduit à nouveau de 500 000 avant l'an 2000 (il y a 1 275 000 conscrits faisant un service militaire de trois à quatre ans. Seuls 6 à 7 % de la ressource sont utilisés. On compte 136 000 femmes militaires). 10 à 15 % de chacune des trois armées sont en voie de modernisation.

Forces stratégiques :

- 90 000 hommes
- 17 missiles balistiques intercontinentaux (7 DF-5, 10 DF-4)
- 70 missiles balistiques régionaux (60 DF-2, 10 DF-21)
- 1 sous-marin SNLE type XIA, avec 12 missiles balistiques JL-1

Armée de terre :

- 2 200 000 hommes (dont 1 075 000 conscrits)
- 7 régions militaires comprenant 28 districts provinciaux et 3 garnisons
- 24 armées interarmes (environ 5 divisions chacune, 50 000 hommes au total) : 7 500 à 8 000 chars de combat de types anciens, 14 500 pièces d'artillerie, 135 hélicoptères (aviation légère type ALAT, naissante), 900 000 réservistes

Police armée populaire (PAP) :

- 1 000 000 hommes, en cours d'accroissement

Marine :

- 260 000 hommes
- 3 flottes, du Nord, de l'Est et du Sud
- 52 sous-marins diesel, sauf 1 à propulsion nucléaire
- 55 bâtiments de combat principaux, de types anciens sauf :
 - 3 destroyers (1 LUHU et 2 LUDA)
 - 9 frégates (2 JIANGHU-II, 3 JIANGHU-III et 4 JIANGWEI)
- 870 petits bâtiments divers
- Capacité totale des bâtiments de débarquement : 6 000 hommes ou 300 blindés
- 1 division de Marines en cours de modernisation

Aéronavale :

- 25 000 hommes et 850 avions anciens et lents

Armée de l'air :

- 470 000 hommes
 - 7 régions aériennes
 - 120 bombardiers moyens (H-6) dérivés de l'ancien TU-16 soviétique
 - 300 bombardiers légers (H-5)
 - 400 avions d'attaque au sol
 - 4 000 avions de combat
 - 600 avions de transport et liaison
 - 200 hélicoptères
- } dont quelques centaines d'appareils
relativement modernes

(Sources : *Military Balance 1995-1996*, IISS, Londres et divers)

rée en l'occurrence, a été appelée à remplacer la Police armée populaire pour une action répressive dramatique, place Tiananmen.

L'INSTRUMENT MILITAIRE

La politique militaire de la Chine populaire a pris un tournant entre 1985 et 1989. Tirant les conséquences de la fin de la guerre froide, les Chinois se lançaient dans la voie d'un renforcement militaire, alors que le niveau des menaces diminuait pour eux comme pour la plupart des pays de la région. Comment expliquer ce paradoxe ? Une modernisation de leurs forces s'imposait à leurs yeux pour quatre raisons :

50 1) La fin de la menace soviétique et russe en Asie orientale rendait à Pékin une grande liberté d'action. Cette opportunité ne durerait pas éternellement.

2) Dans le Sud-Est asiatique, le retrait soviétique et la réduction des forces américaines (1988-1991) créaient un appel du vide. La Chine retrouvait l'espoir de dominer les mers proches et d'exercer une influence prédominante dans la région.

3) Au début de 1991, la démonstration américaine dans la guerre du Golfe faisait choc et accélérait la prise de conscience du retard technologique de l'ALP.

4) L'après-guerre froide soulageait Pékin, mais créait en même temps un sentiment croissant de face-à-face avec la superpuissance américaine désormais seule.

Dès 1985, la doctrine militaire chinoise avait abandonné les concepts fondamentaux de la période maoïste, tels que « guerre d'usure » et « guerre prolongée ». De nouvelles idées, « guerre populaire dans des conditions modernes » ou « conflit localisé dans un contexte de haute technologie », allaient les remplacer. Les forces chinoises devraient désormais se préparer à des conflits régionaux et limités, à but politique autant que militaire, donnant l'avantage aux détenteurs des technologies les plus avancées. Les opérations militaires exigeraient

2. Les dépenses chinoises de défense manquent de transparence. Elles ne sont budgétisées, et en partie seulement, que dans le *budget du ministère de la Défense*. Ce dernier était de 32,5 milliards de yuans en 1991 et de 63,3 milliards en 1995, l'augmentation étant en grande partie justifiée par l'inflation du yuan au cours de cette période. Mais, selon l'Institut international d'études stratégiques de Londres, les *dépenses militaires* chinoises, traduites en dollars US au taux de change officiel, seraient passées (hors inflation) de 11,3 à 31,5 milliards de dollars au cours de la même période. D'autres estimations étrangères, fondées sur les parités de pouvoir d'achat, vont beaucoup plus loin encore.

rapidité, souplesse et précision. L'idée d'une « défense active » émergeait : intervenir vite avec peu de forces, plutôt que tardivement avec des moyens dix fois plus importants, porter le plus loin possible en avant la ligne de défense. Au lendemain de juillet 1997, par exemple, la sécurité de l'ensemble Hong Kong-province de Canton devrait être assurée loin au sud si possible, grâce à une suprématie retrouvée en mer de Chine du Sud. Le commandement chinois admettait de ce fait la nécessité de forces professionnalisées ; c'est-à-dire, dans un pays aussi grand et encore pauvre en ressources, celle d'une « armée à deux vitesses ». 10 à 15 % de chacune des trois armées sont en voie de modernisation. Ces forces de réaction rapide sont entraînées à une meilleure coordination interarmes et interarmées ; leur mobilité stratégique et les moyens logistiques dont elles disposent s'améliorent peu à peu. Des matériels plus modernes – avions, bâtiments navals, missiles de théâtre, C3-i. – commencent à les équiper.

51

De 1979 à 1988, Deng Xiaoping avait mis un frein aux dépenses militaires chinoises, imposant à l'ALP de se limiter à des réformes peu coûteuses : rétablissement des grades, relance des écoles, amélioration du niveau des cadres, évolution doctrinale, etc. Mais, à partir de 1989, les dépenses militaires augmentent malgré une réduction des forces à moins de trois millions d'hommes (et bientôt à deux millions et demi, pour les trois armées). L'état-major général entreprenait en effet de moderniser l'équipement de quinze à vingt divisions de l'armée de terre, d'une vingtaine de bâtiments de la marine et de quelques centaines d'avions de combat, et d'acquérir de réelles capacités de réaction rapide et de projection de forces, notamment en direction du sud².

L'ARMÉE DANS LE BOOM ÉCONOMIQUE

A partir de son « inspection dans le Sud » en janvier 1992, Deng Xiaoping poussa vigoureusement à l'« économie (socialiste) de marché » et à la croissance maximale. L'armée et l'industrie de défense avaient depuis longtemps développé leurs activités économiques « civiles ». Disposant de terrains, de main-d'œuvre, d'une organisation et de privilèges divers, elles étaient appelées elles aussi à faire de l'argent par tous

3. De 1955 à 1975, au titre du « troisième front » (*san xian*), plus de la moitié de l'industrie de défense chinoise avait été systématiquement développée ou transférée dans les provinces de l'Ouest pour qu'elle se trouve à l'abri en cas de guerre avec l'une ou l'autre des deux super-puissances. C'est aujourd'hui un handicap considérable.

les moyens.

L'industrie de défense subit alors une nouvelle réorganisation. Elle avait été regroupée en trois ministères en 1988. Ceux-ci furent alors remplacés par cinq corporations publiques : « China State shipbuilding Corporation » (CSSC), « China Aerospace Corporation » (CAS), « China National Nuclear industry Corporation » (CNNC), « China North industry » (NORINCO) et « Aviation Industry of China » (AVIC). L'industrie électronique se partageait entre un nouveau ministère (MEI) et la « China Electronic industry Corporation » (Chinatron). Ces nouvelles structures étaient poussées à exporter et autorisées à conserver une grande part des bénéfices des exportations d'armements. Elles ont en outre développé avec vigueur la production d'objets de consommation et d'équipements civils.

52 En même temps, les régions militaires et grandes unités de l'ALP se lançaient dans des activités commerciales de services de grande envergure. L'armée de l'air créait les nouvelles sociétés de transport aérien civil, la marine des sociétés de transport fluvial et de cabotage, l'armée de terre des entreprises de travaux publics ou de transport. Toutes essayaient d'investir dans les industries de transformation et les technologies nouvelles, plus récemment encore dans le développement des réseaux de téléphone mobile. Tout étant permis, l'armée et la police développèrent aussi – surtout dans le Sud – certaines activités plus discutables, voire franchement inavouables : hôtellerie, bars karaoké, contrôle de réseaux de prostitution ou de contrebande, etc.

Il a toujours été difficile d'évaluer les résultats des usines militaires reconverties dans les activités civiles et ceux des activités commerciales récentes de l'ALP. Depuis 1994, on a noté toutefois une certaine volonté de remise en ordre. Toutes ces activités industrielles ou commerciales devaient passer sous le contrôle d'une direction spécialisée du département général logistique. En outre, les activités mercantiles devaient être interdites aux commandements des sept grandes régions militaires et des unités opérationnelles en voie de modernisation. Il n'en reste pas moins

4. Voir Tai Ming Cheung, « The People's Armed Police : First Live of Defense », *The China Quarterly*, n° 146, juin 1996.

5. Ce qui fut le cas, rappelons-le, le 20 mai 1989 à Pékin.

6. L'ancienne « Commission politique et légale » du Parti, traditionnellement chargée de superviser le renseignement, la loi, l'ordre intérieur et la justice, a perdu de l'influence, surtout depuis que Qiao Shi en a cédé la présidence pour devenir président de l'Assemblée nationale, en 1992.

que le complexe militaro-industriel chinois occupe une place de choix dans le boom économique actuel. Et ce, bien que plus de la moitié des industries de défense soient installées au Sichuan et dans d'autres provinces du Centre-Ouest, loin des provinces côtières favorisées³.

LES FORCES DE L'ORDRE

Sauf en cas de crise grave, l'ALP ne souhaite pas – on en a plusieurs indices – être chargée du maintien de l'ordre intérieur. C'est le rôle du ministère de la Sécurité publique et d'une force paramilitaire spécialisée, la Police armée populaire (PAP), dont il faut dire un mot ici⁴. Cette force principale du maintien de l'ordre a été en effet développée techniquement et en volume après 1989, alors qu'elle avait été très vite dépassée par les événements de Tiananmen. L'organisation et la majorité des officiers de la PAP sont issus de l'ALP. Les liens sont donc étroits. Mais la Police armée n'est mise aux ordres du commandement militaire, en principe, que si la loi martiale est proclamée⁵. Au sommet, la PAP rend compte à la Commission militaire centrale du Parti et au Conseil d'État (gouvernement). En temps normal, dans les provinces, elle est rattachée aux bureaux du ministère de la Sécurité publique. Pour simplifier le tout, elle est surtout contrôlée par la direction du PC chinois.

53

Deux rouages peu connus du Parti sont importants à cet égard. Le « Groupe central dirigeant pour la coordination de la stabilité sociale », créé en 1991, réunit des représentants de la PAP, de l'ALP, des ministères de la Sécurité publique, de la Justice et de la Sécurité d'État (comparable à l'ex-KGB soviétique), au total une trentaine d'institutions⁶. Au-dessous, le comité du Parti de la PAP elle-même en contrôle le commandement de près, y compris dans les domaines opérationnels. Tao Siju, Premier commissaire politique de la PAP et concurremment ministre de la Sécurité publique, a le pas sur le général Yang Guoping, actuel commandant du corps, et cette primauté du Parti sur le commandement se retrouve aux niveaux subordonnés, alors que ce n'est pas actuellement le cas dans l'armée.

Le budget de la Police armée serait de l'ordre de 15 milliards de yuans (10 milliards de francs), son effectif d'environ un million d'hommes, essentiellement des conscrits paysans peu instruits, peu

7. *Quotidien de l'Armée de libération*, 22 janvier 1994.

8. Voir Michael D. Swaine, *The Role of the Chinese Military in National Security Policymaking*, RAND, National Defense Research Institute, 1996.

motivés, disciplinés sans états d'âme, mais facilement tentés par la corruption. Les trois quarts environ de ces effectifs ont pour mission le maintien de l'ordre, avec une proportion voisine de 70 % d'unités territoriales et 30 % d'unités mobiles. Pékin, par exemple, aurait deux divisions de PAP et un certain nombre de régiments, au total 40 000 hommes ; Shanghai, une division et 25 000 hommes.

54 La Police armée populaire a aussi d'autres missions et comprend des unités de gardes-frontières (peut-être 150 000 hommes), de pompiers (100 000 hommes ?), ou encore des unités spécialisées dans la sécurité des centrales d'énergie, de certains transports, des exploitations aurifères et la protection des forêts. Pour l'essentiel, la PAP est toutefois stationnée dans les zones urbaines et, dans une moindre mesure, dans les zones frontalières ; elle est en revanche peu ou pas présente dans la plupart des régions rurales de la Chine. Mais le développement des unités mobiles a été l'objet d'un effort intense après 1989. Les incidents que la PAP et les milices ont pour mission de maîtriser rapidement sont pourtant nombreux dans les campagnes : plus d'un millier de bagarres entre villages, d'attaques organisées de bandits, de révoltes de paysans contre des cadres locaux et de troubles ethniques se seraient produits par exemple en 1993, une année moyenne⁷. Ce sont les menaces de troubles urbains et la participation à la lutte contre la criminalité dans une centaine de grandes villes qui ont fait l'objet de la plus grande priorité, de même que les incidents d'origine ethnique, notamment à Lhassa, à Urumqi et dans le sud du Xinjiang. L'équipement non létal de maintien de l'ordre dans les villes ainsi que l'entraînement à son emploi – qui manquaient cruellement lors des événements de Tiananmen – se sont beaucoup développés depuis lors.

Jiang Zemin a particulièrement veillé au renforcement de la PAP, à la fois outil d'un maintien de l'ordre aussi peu dramatique que possible et instrument de consolidation de son *leadership* politique, plus facilement maniable que l'ALP.

QUEL EST LE POUVOIR DES CHEFS MILITAIRES ?

Objectifs prioritaires du pouvoir, la montée en puissance et la sécurité de la Chine populaire concernent le commandement de l'armée autant que la direction du Parti. Une étude récente a tenté d'analyser plus en

9. Tous anciens chefs militaires, membres de la CMC et conseillers écoutés de Deng Xiaoping au cours des années quatre-vingt, ayant conservé de l'influence sur des cadres actuellement aux responsabilités.

détail le rôle de l'ALP dans ce domaine⁸. Tout État doit remplir quatre fonctions majeures plus ou moins liées entre elles : choisir les objectifs stratégiques nationaux, conduire la politique extérieure et la politique de défense, ainsi que l'ensemble renseignement-réflexion stratégique. En Chine comme dans d'autres pays, les décisions du plus haut niveau suivent des procédures institutionnalisées tout en obéissant à des interactions personnelles entre dirigeants. Et plus qu'ailleurs peut-être, l'influence d'un organe de pouvoir dépend avant tout à Pékin du poids de la personnalité qui est à sa tête. Le pouvoir suprême de décision stratégique est, depuis deux ans, moins partagé qu'on ne le croit parfois. Formellement respecté, Deng Xiaoping ne jouait plus de rôle actif depuis la fin de 1994. Un groupe de quatre dirigeants l'avait progressivement remplacé pour les décisions stratégiques essentielles : Jiang Zemin (en tant que secrétaire général du Parti, président de la CMC, Commission militaire centrale, et chef de l'État), Li Peng (en tant que membre du Comité permanent du Bureau politique chargé du gouvernement, et coordinateur de la politique extérieure) et les deux chefs anciens mis par Deng à la tête des structures militaires, l'amiral Liu Huaqing et le général Zhang Zhen. Peu à peu Jiang Zemin s'est imposé comme numéro un de ce groupe.

55

En matière d'objectifs nationaux et de sécurité, quatre membres du Comité permanent du Bureau politique forment un deuxième groupe. Selon des observateurs avertis, Qiao Shi (supervision de l'Assemblée nationale et du secteur de la sécurité publique), Li Ruihuan (propagande et actions de Front uni), Zhu Rongji (secteurs industrie et commerce extérieur) et Hu Jintao (affaires intérieures et extérieures du Parti), peuvent conseiller une position ou défendre un point de vue au sein du Comité permanent, mais sans avoir le même pouvoir de décision stratégique que le premier groupe. A plus forte raison, trois autres catégories de dirigeants servent de conseillers, habituels ou occasionnels, sans véritable pouvoir de décision : les membres de la Commission militaire centrale (en premier lieu, les vice-présidents Zhang Wannian et Chi Haotian), ceux du Groupe dirigeant pour les affaires étrangères (du PC) et, d'une façon plus sporadique, certains hauts cadres à la retraite, comme Yang Shangkun, Zhang Aiping, Yang Dezhi, Yu Qiuli, Qin Jiwei ou Hong Xuezhong⁹. Cet équilibre de pouvoir fait l'objet de tractations dans la phase actuelle (décembre 1996 à août 1997) de préparation du XV^e congrès du Parti, en vue de remaniements prévisibles.

La cohérence entre ce niveau le plus élevé (objectifs nationaux, politique de sécurité) et la politique extérieure, la politique de défense

et l'ensemble renseignement-réflexion stratégique est assurée verticalement par le Comité permanent du BP, la Commission militaire centrale (et son bureau des affaires générales), le Groupe dirigeant pour les affaires étrangères (du Parti), le Bureau des affaires étrangères (du gouvernement) et le Bureau des affaires générales (du Comité central du Parti). Les liens de personne à personne créent des canaux directs d'un organisme bureaucratique à l'autre.

L'influence des chefs militaires se manifeste dans les quatre domaines à des degrés différents. Elle est importante – et peut-être croissante – dans la définition de la politique de puissance et de celle de sécurité extérieure et intérieure. Elle existe en politique étrangère, mais d'une façon plus limitée. La politique de défense est en revanche quasiment confiée aux chefs militaires, par ailleurs membres des organes dirigeants du PC. C'est sur ce point que le régime chinois s'écarte le plus des systèmes politiques occidentaux. Dans les questions de renseignement et de réflexion stratégique, l'emprise des responsables militaires est également très significative. Les militaires ne sont toutefois nulle part en position de « dicter » une politique. Relativement autonomes dans leur domaine, ils se comportent plutôt comme les autres membres du système bureaucratique qui prévaut en Chine depuis des siècles, où les acteurs jouent le plus souvent, pour faire avancer une politique, un jeu d'alliances et de manœuvres en souplesse.

D'une façon générale, le poids des militaires dans le système politique chinois dépendra beaucoup dans l'avenir de l'unité et de la stabilité du groupe dirigeant du Parti, ainsi que de l'apparition ou non de fortes personnalités de leaders à la tête de l'armée ou du Parti. Si Jiang Zemin, ou tout autre, ne s'impose pas demain comme un leader comparable à Mao ou à Deng Xiaoping, l'institution militaire pourrait bien peser de plus en plus sur la politique intérieure et étrangère de la Chine. Inversement, au moment où d'anciens chefs militaires vont disparaître, si les généraux Zhang Wannian et Chi Haotian ne confirmaient pas la même autorité sur l'ALP que leurs prédécesseurs (Liu Huaqing et Zhang Zhen, nommés, eux, par Deng, indépendamment de Jiang), l'équilibre civilo-militaire à la tête du PC peut aller dans l'autre sens.

La tradition chinoise et les principes communistes ont convergé sur ce point : le pouvoir a une seule source en Chine populaire, le Parti. Le Parti commande au fusil et l'homme qui domine le Parti a un contrôle absolu sur l'Armée de libération. C'était le cas de Mao Zedong, président du Parti, président de la Commission militaire centrale (organe du PC) et président de la Commission de défense nationale (organe d'État). Deux chefs militaires prestigieux des débuts, Peng Dehuai et Lin Biao, successivement devenus ministres de la Défense influents, se sont opposés à Mao l'un sur le plan militaire (1958-1959), l'autre dans le domaine politique (1970-1971) : tous deux ont été brisés. Les chefs militaires n'ont jamais eu les moyens de défier le Parti sur des questions majeures. Aujourd'hui, ils pourraient certes attiser des tensions dans le détroit de Taiwan ou dans les mers proches, mais pas déclencher une guerre. La guerre et la paix dépendent du Comité permanent du Bureau politique et non du haut commandement militaire.

57

Deng Xiaoping innova cependant dans la forme en ne prenant en 1978 que le poste de président de la Commission militaire centrale. Ne voulant pas être président du Parti, il supprima la fonction et ne conserva que celle de secrétaire général pour son successeur désigné. Il garda en réalité l'autorité politique suprême aussi longtemps que son grand âge le lui permit. En fait, Deng était président du Parti sans le titre, reconnaissant seulement être le « noyau dirigeant de deuxième génération ». Aucune orientation importante n'était prise sans son approbation (jusqu'en 1994 du moins). Deng pouvait promouvoir ou écarter tout autre dirigeant, témoins ses successeurs potentiels, Hu Yaobang, Zhao Ziyang, Jiang Zemin et Yang Shangkun, tous nommés ou éloignés selon ses décisions. Et lui seul aussi pouvait engager ou non l'armée chinoise dans l'action, notamment en mai-juin 1989 malgré la réticence visible des troupes.

Le sommet du Parti contrôle les nominations de généraux, les dépenses de défense et les mouvements des unités militaires. Un coup d'État militaire est donc extrêmement improbable sous ce régime. En réalité, le Parti communiste et l'Armée de libération sont imbriqués ; leurs relations structurelles semblent solides. Mais le système armée/Parti doit être scellé au sommet par l'autorité indiscutée d'un numéro un du PC, maître de la double structure. Ce pouvoir suprême dans le Parti et le régime a-t-il été complètement transféré à Jiang Zemin ? Désigné par Deng après Tiananmen (1989) comme « noyau dirigeant de troisième génération », Jiang cumule les postes de secrétaire général du Parti, de président de la République, de président des commissions

militaires du Parti et de l'État. Formé à Moscou dans les années cinquante, venant de Shanghai, Jiang Zemin manquait cependant d'expérience et d'autorité dans le domaine militaire. C'est pourquoi Deng mit auprès de lui deux généraux respectés, Liu Huaqing (également nommé à l'organe suprême du PC) et Zhang Zhen. Il approuva sans doute par la suite la nomination de leurs successeurs, Zhang Wannian et Chi Haotian, tous quatre aujourd'hui vice-présidents de la Commission militaire centrale. Depuis l'effacement du vieux dirigeant, cette organisation a garanti la loyauté, mais aussi le poids, de l'institution militaire dans l'équilibre des pouvoirs. Qu'en sera-t-il demain ? Liu Huaqing et Zhang Zhen, tous deux âgés, pourraient se retirer cet automne. Pour Jiang la certitude de l'autorité suprême sur l'Armée de libération tient désormais à la restauration en sa faveur du titre et du pouvoir antérieur de président du Parti communiste chinois. Deng Xiaoping pouvait s'en dispenser, pas lui. La décision doit être prise lors du XV^e congrès du PCC à l'automne 1997, et elle sera déterminante pour la « stabilité politique » de la Chine au cours des prochaines années.

R É S U M É

L'institution militaire est au cœur du système politique et économique chinois. L'ALP est à la fois une force de combat, contribuant à la défense extérieure et à la puissance du pays, un complexe militaro-industriel – industrie de défense et armée – qui joue un rôle extraordinaire dans l'économie chinoise, et une force de maintien de l'ordre à l'intérieur, avec la Police armée. L'équilibre des liens armée/Parti et les perspectives pour la Chine de 1997 sont ici décrits par l'auteur.